



MINES



Guinea
is back



République de Guinée

Sommaire

Contenu

BAUXITE ET ALUMINE	5
MINERAI DE FER	8
OR.....	9
AUTRES MINERAUX.....	10
DIAGNOSTIC SECTORIEL.....	10
LE CODE MINIER.....	12
1. LE PROJET DU MINERAI DE FER DE SIMANDOU	15
2. SOGUIPAMI	15
3. CAPACITE INSTITUTIONNELLE.....	16
4. BANQUE DE DONNEES GEOLOGIQUES.....	16
1. LA SITUATION ACTUELLE	18
2. LES AVANTAGES CONCURRENTIELS.....	19
3. LES OPPORTUNITES EN BREF	19
1. DEFIS	22
OPPORTUNITES.....	24
POUR LES INVESTISSEURS.....	24
POUR LES DONATEURS	25
STRATEGIES ET ACTIONS PRIORITAIRES.....	26

Introduction

Le secteur minier joue un rôle essentiel dans le développement économique de la République de Guinée. Malgré sa concentration sur l'exportation de minerais pas ou peu transformés, le secteur minier représente actuellement plus de 80% des exportations. Il fournit autour de 20% des recettes publiques et plus de 10 000 emplois directs (Banque mondiale, 2012). Le Gouvernement guinéen tire également des recettes des taxes à l'exportation de la bauxite, de l'or et du diamant, et à la location des infrastructures et paiement des dividendes dans les sociétés minières où a des actions. Plus de 200 000 personnes participeraient activement à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or et du diamant essentiellement.

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Montant (en millier de Dollars US)	128.22	136.97	160.58	151.78	173.34	219.6	170.916	160.5	164.67
En % de recettes publiques	31,51%	24,4%	24,1%	21,9%	26,2%	28,6%	20,2%	18,6%	15,8%
Contribution au PIB	14,4%	14,5%	15,8%	14,7%	14,5%	14,2%	13,8%	12,5%	12,9%

Figure 1 Contribution du secteur minier à l'économie guinéenne entre 2006 et 2014

Source: *Ministère de l'Economie et des Finances, Cadrage macroéconomique 2014*

Dans les prochaines années, des investissements pouvant dépasser les 30 milliards de dollars sont attendus dans le secteur minier guinéen, ce qui aura un impact considérable dans les principaux secteurs de l'économie. Ces investissements concernent principalement : le projet de fer de Simandou Sud (près de 20 milliards de dollars USD) ; le projet de bauxite de China Power Investment (6,1 milliards de dollars USD), le projet de bauxite de Global Alumina Corporation (5,5 milliards USD).....

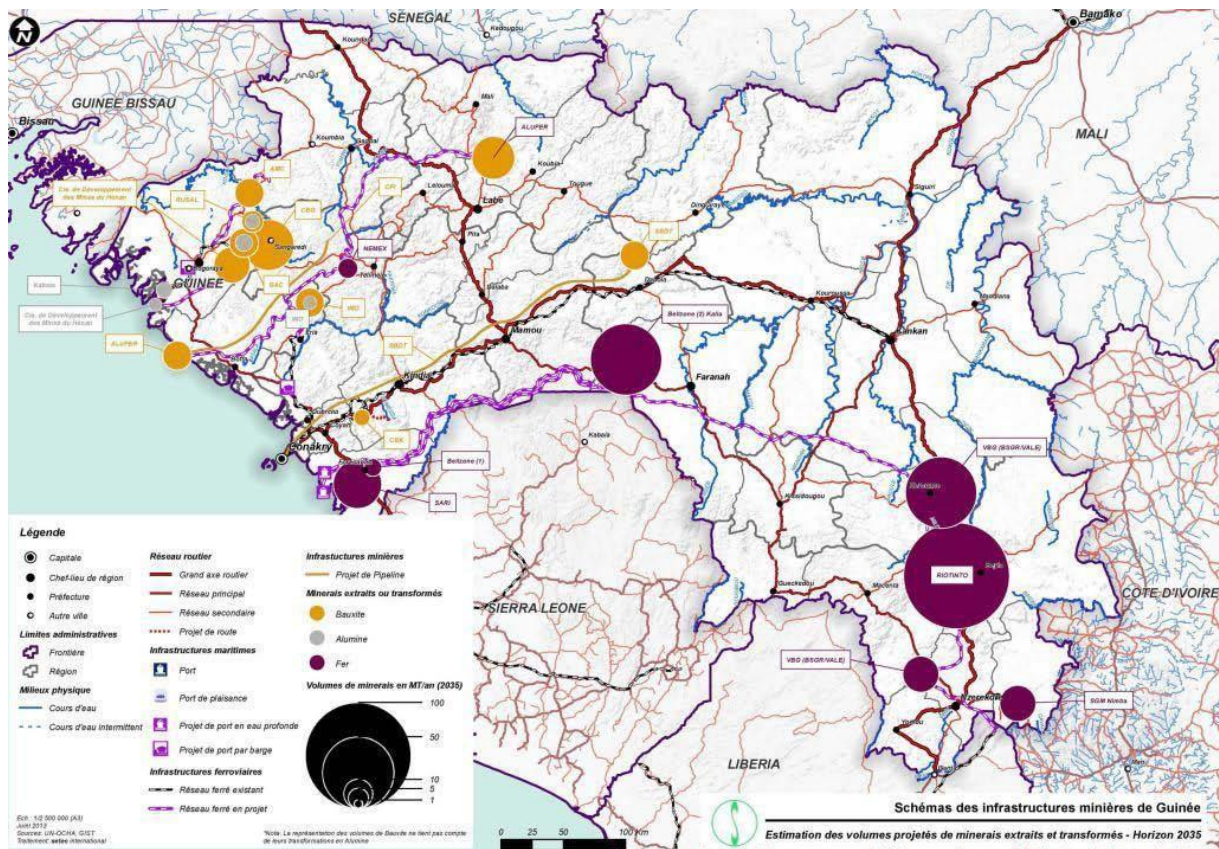


Figure 2 Actuels et Futurs projets miniers

Source: Ministère des Mines et de la Géologie, 2013



La République de Guinée est reconnue non seulement pour ses grandes richesses minières mais également pour la répartition des différents types de minéraux à travers son territoire comme l'illustre les différents projets actuels et futurs de la Figure 1 ci-dessus. Quatre (4) principaux minéraux sont exploités en Guinée à savoir : la bauxite, le fer, l'or et le diamant. Le secteur des mines concerné par cette fiche s'intéresse aux projets actuels et futurs liés à ces minéraux ci-après.

BAUXITE ET ALUMINE

La région nord-ouest attire des entreprises leaders du secteur de la bauxite/alumine, mais également d'autres investisseurs de diverses nationalités : Sud-africaines, chinoises, australiennes, anglaises, des émirats arabes unis, indiennes et iraniennes. Cette région abrite les activités de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) qui a une production annuelle de 15 millions de tonnes par an, cette capacité passera à 27,5 millions de tonnes à l'horizon 2022.

Le pays travaille sur une stratégie de valorisation de son immense potentiel bauxitique et encourage la transformation locale pour plus de valeur ajoutée. En effet, plus de 12 milliards de dollars US d'investissements sont annoncés pour les 5 prochaines années pour la construction de raffineries d'alumine et l'une d'elle s'élève à 5,5 milliards de dollars. Il s'agit de la raffinerie d'alumine qui sera construite à Sangarédi par Guinea Alumina Corporation. Les autres investissements concernent deux (2) nouvelles raffineries d'alumine, China Power Investment (6,1 milliards de dollars USD), le projet Dian-Dian d'alumine/bauxite de Rusal(un milliard de dollars USD).

D'autres projets de bauxites sont en phase de développement très avancé Ce sont : la Société de Bauxite de Dabola Tougué (SBDT) avec le partenaire IMIDRO (Iran), le projet de bauxite de la société d'Alufer. Ces projets sont à différentes phases de négociations. Il faut noter que malgré la crise sanitaire que traverse le pays, une nouvelle société minière (la Société Minière de Boké) dans le domaine de la bauxite est en production depuis juillet 2015 et compte exporter plus 5 millions de tonnes d'ici la fin de 2016.

Par ailleurs, la signature de la stratégie d'utilisation partagée des infrastructures connexes aux mines a aussi ouvert la voie à plus de 7 milliards de dollars d'investissements (communication Ministre des Mines et de la Géologie). Ces accords feront passer le volume d'exportation de bauxite de la Guinée de 17 millions de tonnes à près 40 millions de tonne par an d'ici 2024 et feront de la Guinée un acteur majeur sur le marché mondial de la bauxite (Communiqué MMG).

Tableau 1 Entreprises et projets de Bauxite/Alumine

Bauxite/Alumine						
Nom de l'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Capacité (Mtpa)	Valeur des exportations (en million de dollars US en 2012)	Commentaires
Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG)	Sangaredi	49%	Active	15	215	Signe un contrat de long-terme à fournir la bauxite avec l'Emirat Arabe Unis
Alumina Compagny Guinea Rusal	Fria	*	Arret de la production depuis Avril 2012 à cause des problèmes sociaux sur le site	0,7		Etude de faisabilité pour la reprise des activités est en cours de réalisation .

Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK)	Kindia	0%	En activité	3	20	
Emirat Global Alumina(EGA)	Tinguilinta (Sangaredi)	15%	En construction	3,2	Investissement de 5 milliards USD	- travaux de dragage au terminal portuaire à kamsar en cours ; -étude d'impact marine en cours de réalisation;
Complexe Bauxitique de Dian Dian (COBAD)		15%	En construction	12,5 Bauxite et 2,4 Alumine	Investissement de 4 milliards USD	- Le lancement des travaux de construction ont eu lieu en 2014 ; - Indemnisation de toutes les personnes dans l'emprise du projet ; - Recherche d'autorisation pour la construction de 8 km de route.
Alliance Mining Commodities (AMC)	Koumbia (Gaoual)	15%	En construction	5		Négociation de l'utilisation Commune de l'infrastructure avec CBG
Alufer Mining	Bauxite de Bel Air (Tougnifili)	15%	En construction	3		- Un corridor de transport est accordé à la société Bel Air Mining ; - Les travaux de construction ont démarré sur le port de Bel Air ;
China Power Investments(CPI)	Boffa-Telimele	7.5	En construction	4,5 Alumine 12 Bauxite, 300 MW de puissance électrique		-L'étude d'impact marine est en cours. -La société va réaliser un port industriel Bel Air avec plusieurs quais commercial ;

Projet d'Usine d'Alumine de Kamsar(PUAK)	Kamsar	7.5	En construction	1,2	Investissement d'1 milliard USD	Négociation avec CBG pour les modalités d'approvisionnement en bauxite est terminée ; -une étude de faisabilité pour la réalisation de l'usine est en cours ;
International Mining Development(IMD)	Fria	15%	En construction	3		-La société est à la recherche de financement

Source: *Entretien auprès du Ministère des Mines et de la Géologie, 2013*

MINERAI DE FER

La ceinture de minerai de fer du sud-est de la Guinée abrite les plus grands et riches gisements de fer non exploités du monde. Elles sont majoritairement détenues par des conglomérats miniers mondiaux, notamment Rio Tinto (blocs de Simandou 3 et 4) et Bellzone (Kalia) dans la partie centre-sud du pays, qui est aussi un important gisement de minerai de fer. Il était prévu d'investir plus de 20 milliards de dollars US dans cette ceinture et plus de 100 millions de tonnes pourraient être exportées par la Guinée dans les prochaines années. . Mais la crise sanitaire engendrée par l'épidémie à virus Ebola a causé des retards importants dans l'exécution des travaux de ces projets. Depuis le mois de Juin 2015, la maîtrise de cette épidémie rassure les investisseurs qui commencent à reprendre leurs activités.

Tableau 2 Entreprises et projets de minerai de fer

Minerai de fer					
Nom d'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Capacité (Mtpa)	Valeur des exportations (million de dollars US en 2012) ou investissement par projet
Guinea Development Corporation (GDC)/Bellzone	Forécariah	15%	Début de production Juin 2012	10	Première cargaison exportée en Décembre 2012

Rio Tinto Simfer (Simandou Sud)	Simandou	15%	Préfinancé	90	Investissement de 20 milliards de dollars US à mobiliser
Mifergui Nimba	Nimba	15%	En construction	30	-réorganisation de l'actionnariat est en cours
ZOGOTA	N'Nzérékoré	15%	En construction		Investissement de 2,5 milliards de dollars US (concession minière annulée)
Simandou Nord	Simandou	15%	En construction	10	2,5 milliards de dollars à mobiliser pour le financement des activités
Bellzone Kalia	Faranah	15%	En construction	30-50	Investissement de 4,50 milliards de dollars US, - réorganisation de l'actionnariat en cours ;

Source: *Entretien auprès du ministère des Mines et de la Géologie, 2013*

OR

La partie nord-est de la Guinée abrite un important gisement aurifère. Les régions les plus prospectives sont notamment Siguiri, Dinguiraye, Kouroussa et Mandiana. Le potentiel global est estimé à plus de 10 000 tonnes d'or (Ministre des Mines et de la Géologie). Actuellement, l'or est exploité par la Société Aurifère de Guinée (SAG) d'AngloGold Ashanti et la Société Minière de Dinguiraye (SMD – russe).

Tableau 3 Sociétés aurifères

Nom de l'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Volume exportations en Tonnes	Valeur des exportations (million de dollars US en 2014)
Société Aurifère de Guinée	Boure (Siguiri)	15%	En activité	10.9	396
Société Minière de Dinguiraye (SMD)	Lefa	*	En activité	6.4	234

Source: *Entretien auprès du Ministère des Mines et de la Géologie, 2013 et cadrage macroéconomique 2015*

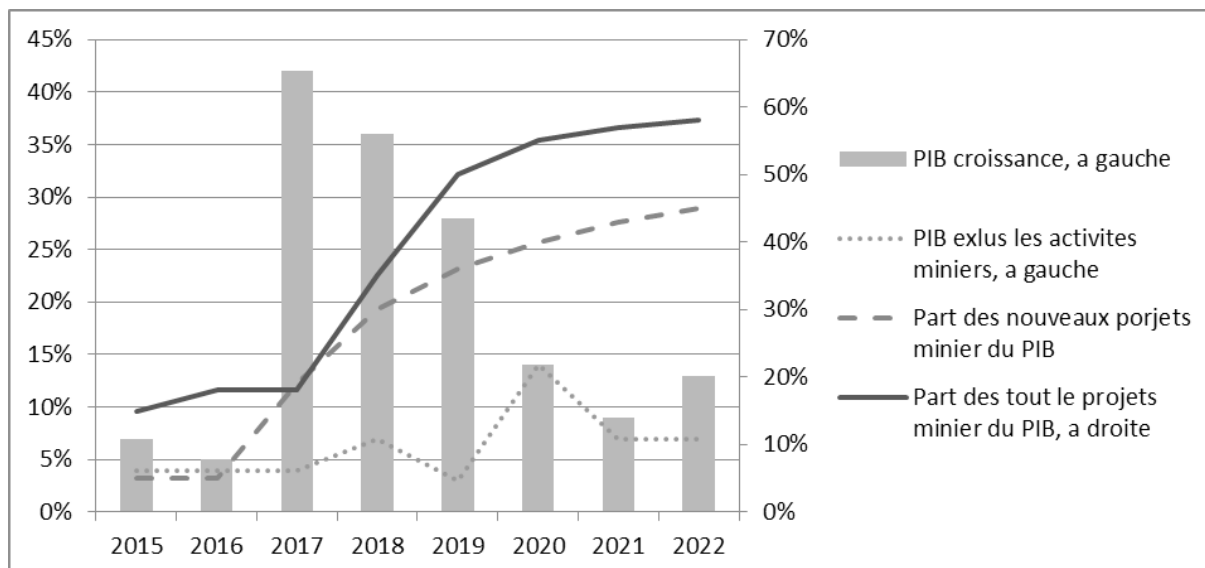
AUTRES MINERAUX

La Guinée dispose également d'autres ressources minières comme le calcaire dans les régions de Kindia (Sougueta) Siguiri Tougué et Mali, avec quelque 200 millions de tonnes de ressources, de l'uranium dans la préfecture de Kissidougou (Firawa) et des indices des métaux de base et minéraux tels que le cuivre, le plomb, le zinc et le cobalt, le calcaire (40 millions de tonnes), le nickel (75 millions de tonnes), le diamant (20 millions de carats), et d'autres minéraux rares tels que le graphite (Ministère des Finances et de l'Economie de la Guinée, 2012). Il existe également des matériaux de construction tels que les roches ignées (granites, syénites, dolérites, gabbros, etc.) que l'on retrouve un peu partout et les minéraux de sable noir (ilménite, rutile, zircon, etc.).

DIAGNOSTIC SECTORIEL

Actuellement, il y a plus de 10 projets en cours de négociation et parmi eux il y a des mégaprojets notamment pour l'exploitation minière et la construction de chemins de fer et/ou ports. Dans les projections, en prenant en compte le début du projet Simandou Rio Tinto (Simfer) en 2017 et celui des deux (2) projets de bauxite/alumine (GAC/EGA et CPI) montrent que le PIB réel et nominal pourrait doubler avant 2020 et une croissance significative pourrait se poursuivre la décennie.

Figure 2: Taux de croissance du PIB et part des nouveaux projets d'exploitation minière et exploitation minière globale dans le PIB total (Ce chiffre est représenté pour l'année 2017 de début du projet Simandou et ne tient pas compte de l'impact du virus Ebola)



Source: *Banque mondiale, 2012*

Compte tenu du potentiel du secteur minier à être le principal tremplin pour le développement économique comme l'illustre la figure 1, le Gouvernement est rapidement intervenu pour faire face aux principaux obstacles. Parmi ces défis, il y a la distance de la Guinée relative aux consommateurs de ses minerais qui dissuade les investisseurs sensibles aux coûts. Le manque également de main-d'œuvre qualifiée qui est trop dépendante des professionnels étrangers, impliquant des coûts supplémentaires pour le pays et les investisseurs. La perception du risque politique par les investisseurs, un héritage de la mauvaise gouvernance, le manque de transparence et le manque d'infrastructures de transport adéquates pour soutenir les activités minières et tous ces facteurs font de la Guinée un pays peu compétitif.

Bien conscient de ces problèmes, le Gouvernement s'est engagé à les aborder avec le soutien des investisseurs et des partenaires au développement. Pour se faire, le Gouvernement a axé ses efforts sur la transparence dans le secteur minier. Le pays est l'un des rares pays du monde à publier l'ensemble des contrats miniers (<http://www.contratsminiersguinee.org/>). Les séries de réformes engagées depuis l'avènement du Président de la République, le Professeur Alpha CONDE ont produit des résultats. Les principales réalisations sont notamment le développement et la refonte récente d'un code minier tenant compte des préoccupations des investisseurs; le renouvellement de l'engagement de la Guinée à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE); la mise en œuvre de la décision de réviser les contrats miniers; les discussions en cours entre les actionnaires potentiels sur le cadre d'investissement d'infrastructure du projet de Simandou; les progrès concernant le projet d'extraction de minerai de fer de Simandou et les autres investissements pour n'en citer que cela.

LE CODE MINIER

Certains éléments clés du nouveau code minier sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 4 Participation de l'Etat

Part en numéraire	Droit de participation non dilutive(%)	Part en numéraire (%)
Bauxite	15	20
Projet intégré Bauxite-Alumine	5	30
Alumine	7,5	27,5
Aluminium	2,5	32,5
Fer	15	20
Acier	5	30
Or et diamant	15	20
minéraux radioactifs	15	20
Autres minéraux	15	20

Tableau 5 Taux de la taxe sur l'extraction des substances minières par substance

SUBSTANCE EXTRAITE	UNITE DE TAXATION	TAXE	ASSIETTE
MINERAI DE FER			
Minerai de fer de teneur standard	TM	3%	Prix du minerai de fer (mesuré par le Platts China Iron Fines CFR 62%) moins les coûts de transport (mesurés par le Baltic Exchange Capesize Index Route C3-Tubarao/Qingdao)
BAUXITE			
Bauxite	TM	0,075%	Prix Vendeur LME 3 mois de la tonne d'Aluminium primaire pour une Bauxite en Al ₂ O ₃ de 40%
AUTRES SUBSTANCES NON FERREUSES			
Métaux de base : Cuivre, Etain, Nickel, Zinc			
Concentré	TM	3,0%	Prix FOB
Métal	TM	3,0%	Prix FOB
Métaux mineurs : Cobalt, Titane, Molybdène	TM	3,0%	Prix FOB
PIERRES GEMMES			
Pierres précieuses			
Diamants bruts :			
Taxe sur la production industrielle	Ct	5,0%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)
Taxe sur la production semi-industrielle	Ct	3,5%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)
Pierre d'une valeur unitaire égale ou supérieure à cinq cent mille (500 000) USD	Ct	5,0%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)
Pierres précieuses autres que les Diamants (Emeraude, Rubis, Saphir, etc.) et autres Pierres Gemmes			
Taxe sur la production industrielle	Ct	2,0%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)
Taxe sur la production semi-industrielle	Ct	1,5%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)
Pierre d'une valeur unitaire égale ou supérieure à cinq cent mille (500 000) USD	Ct	5,0%	Estimation Bureau National d'Expertise (BNE)

Légende :

Ct : Carat = 0,20519655

LB : Livre US = 0,4535923 kg

LME : London Metal Exchange

TM : Tonne métrique

Tableau 6 Taux de la taxe à l'exportation sur les Substances minières autres que les Substances précieuses

SUBSTANCE EXPORTÉE	UNITE DE TAXATION	TAXE	ASSIETTE
MINERAI DE FER			
Minerai de fer de teneur standard	TM	2%	Prix du minerai de fer (mesuré par le Platts China Iron Fines CFR 62%) moins les coûts de transport (mesurés par le Baltic Exchange Capesize Index Route C3-Tubarao/Qingdao)
BAUXITE			
Bauxite	TM	0,075%	Prix Vendeur LME 3 mois de la tonne d'Aluminium primaire pour une Bauxite en Al ₂ O ₃ de 40%
AUTRES SUBSTANCES NON FERREUSES			
Métaux de base : Cuivre, Etain, Nickel, Zinc			
Concentré	TM	2,0%	Prix FOB
Métal	TM	2,0%	Prix FOB
Métaux mineurs : Cobalt, Titane, Molybdène	TM	2,0%	Prix FOB
SUBSTANCES RADIOACTIVES			
Uranium			
Concentré (Yellowcake)	LB	3,0%	Prix Ux Spot U2O8
Autres substances radioactives	LB	2,0%	Prix Ux Spot

Légende :

LB: Livre US = 0,4535923 kg

LME: London Métal Exchange

TM: Tonne métrique

Outre ce qui précède, le nouveau code instaure un régime douanier qui exonère les entreprises du paiement de droits de douanes lorsque leurs projets sont en cours de recherche et de développement, mais en imposant un taux de 8% pour l'exploitation des carrières individuelles et 6% pour les unités de transformation des produits semi-finis et finis.

Le régime fiscal, la réglementation de l'impact social et environnemental et les exigences locales contenus dans le nouveau code minier ont été encore révisés afin de répondre adéquatement à la vision des investisseurs. Par exemple, la taxe sur les bénéfices a été réduite de 35% à 30%. La taxe à l'importation sur le matériel relatif à l'exploitation est passée de 8% à 6,5%. Toutes les deux ont été conçues pour encourager l'investissement étranger. La taille maximale des concessions a augmenté, passant de 350 km² à 500 km² respectivement pour la bauxite et le

fer. Pour les autres minerais, la taille maximale des blocs d'exploration est passée de 50 km² à 100 km².

A l'exception de la bauxite, du fer et des minéraux radioactifs, l'exigence de capital minimum des licences d'exploitation minière a également été réduite passant ainsi d'un milliard de dollars US à 500 millions de dollars US.

1. LE PROJET DU MINERAI DE FER DE SIMANDOU

D'après un rapport de l'ancien PDG de Rio Tinto, Tom Albanese, lors d'un séminaire des Investisseurs à Sidney, en Australie en 2012, «le projet Simandou est le plus grand projet minier intégré en Afrique et il est considéré par les guinéens comme un projet national de développement ». La capacité initiale de la mine prévue était de 95 millions de tonnes par an, reliée à un poste d'amarrage du quai 4 par 630 km de chemin de fer. L'orientation des dépenses en capital dépasse 10 milliards de dollars US. Le Gouvernement guinéen a manifesté son intérêt envers le projet minier et une option pour des actions supplémentaires pour les projets d'infrastructures et miniers qu'il a jusque là refusé. Pour le développement de minéraux et d'infrastructures connexes, ce projet représente un investissement complexe et de grande envergure avec d'importantes retombées économiques. En tant que tels, ces projets ont été réalisés par le Gouvernement dans le but d'appuyer ses partenaires à faire face aux éventuels défis et à ouvrir la voie à une rapide réalisation des travaux du projet de pré-production. Tout récemment, les négociations de ce projet ont atteint une importante phase. Durant plusieurs mois, le Gouvernement guinéen, Rio Tinto et leurs partenaires chinois, Chalco et SFI ont discuté du principe pour le cadre d'investissement du projet. Le récent accord sur ces principes de cadre d'investissement ont jeté les bases d'un essor des investissements en Guinée.

Selon l'étude d'impact économique et contenu local de Simandou Sud – 2014 :

- la phase de construction de Simandou devrait générer 10.000 emplois ;
- le Projet devrait générer plus de 4000 emplois directs et 20.000 nouveaux emplois induits ;
- de revenus importants seront générés pour les fournisseurs avec plusieurs millions de dollars d'achats annuels auprès des fournisseurs guinéens ;
- 650 km de voie de chemin de fer sont prévus à travers la Guinée pour permettre d'acheminer des marchandises et des passagers, outre le fer et les autres minerais extraits ;
- la promotion d'un « corridor croissance » permettra la diversification de l'économie et la création d'autres emplois.

2. SOGUIPAMI

Dans le cadre du nouveau code minier promulgué en 2011, l'Assemblée Nationale a également créé une nouvelle société de patrimoine appartenant à l'Etat, Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI) qui a pour mission d'exercer les droits de l'Etat dans le transport et la commercialisation des produits miniers et de leurs dérivés. Il s'agit d'un changement politique

en Guinée destiné à accroître la propriété de l'Etat jusqu'à 35% pour les actifs miniers et 51% pour les infrastructures liées à l'exploitation minière. Cette nouvelle politique constitue un défi à la gestion du secteur en ce qui concerne le double rôle de l'Etat à la fois comme régulateur et actionnaire dans les projets miniers et d'infrastructures. En outre, la capacité de l'Etat à participer pleinement comme investisseur dans le développement de ces actifs sera un défi aussi bien stratégiquement que financièrement. Malgré les récentes réformes et l'évolution des pratiques, un rôle stratégique clair pour l'entité étatique reste encore à être défini.

3. CAPACITE INSTITUTIONNELLE

Les institutions de réglementation minière de la Guinée ne sont pas suffisamment équipées pour s'acquitter efficacement de leur mandat. Une observation rapide des différentes institutions, notamment le Ministère des Mines et de la Géologie, la Direction Nationale des Mines, la Direction Nationale de la Géologie, la Direction Générale des Projets Miniers, et les autres organismes auxiliaires et d'appui révèle un vieillissement d'équipement, des processus inefficaces et des systèmes manuels pour l'interface avec les investisseurs.

Le Gouvernement guinéen en est bien conscient et a reçu le soutien des partenaires dont la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD). Les autres partenaires au développement tels que Revenue Watch, PNUD, ONUDI et CENUA ont également soutenu le Gouvernement guinéen dans le cadre du renforcement des capacités nécessaires pour réglementer le secteur. L'une des principales composantes du fonds de renforcement des capacités de la Banque Mondiale de 20 millions de dollars US consiste à renforcer la gouvernance et la structure institutionnelle de SOGUIPAMI et ses capacités techniques, juridiques et financières à coopérer avec les sponsors des projets miniers.

Le rôle de l'Etat en tant que régulateur doit être séparé de son rôle d'investisseur tel que défini dans le nouveau code. L'objectif est d'éviter tout conflit d'intérêt, d'adhérer aux principes de bonne gouvernance et de restaurer la confiance des investisseurs dans sa capacité à créer un environnement transparent et équitable dans lequel les sociétés commerciales et l'Etat opèrent à travers une concurrence loyale.

Ces conclusions ont été tirées d'une analyse préliminaire des capacités institutionnelles récemment entreprise par le Ministère des Mines et de la Géologie.

Une présentation détaillée des différentes activités de renforcement des capacités conduite par les partenaires au développement dans le secteur minier en Guinée est disponible à l'annexe.

4. BANQUE DE DONNEES GEOLOGIQUES

A l'instar des politiques en matière de décisions d'investissement d'impact, la perception de la richesse minérale du pays constitue une autre attraction pour les investisseurs miniers qui cherchent à investir dans l'exportation. Le Gouvernement guinéen connaît bien la valeur des données géologiques et il a signé des accords avec AMTEC Ltd en Septembre 2004 et en Mars

2006 pour l'interprétation combinée des données géophysiques, des photographies aériennes et l'observation satellitaire de l'ensemble du territoire guinéen. L'objectif est de créer une banque nationale de données géo-spatiales. L'interprétation géophysique, photographiques et satellitaire des données a pris fin en 2011, notamment la formation de techniciens guinéens. L'amélioration de la cartographie et de référence géodésique de la Guinée est en cours et une équipe a déjà achevé la première phase des travaux sur le terrain. La banque de données est actuellement gérée par AMTEC Ltd en attendant d'être transférée au Ministère des Mines et de la Géologie après la clôture définitive du contrat.

Présentation du Secteur

Secteur de croissance prioritaire au même titre que l'Agriculture et l'Energie, le secteur minier Guinéen repose sur une concentration de ressources minérales, reconnue comme l'une des plus importantes au monde : bauxite (+ 40 milliards de tonnes de bauxite à 40% Al₂O₃), de minerais de fer (+10 milliards de tonnes de haute qualité), d'or (plusieurs milliers de tonnes), de diamant (généralement de qualité joaillerie) ainsi que des indices importants d'uranium, de graphite, de cuivre et de pétrole.

Les mines contribuent à hauteur de 12 à 15% du PIB de la Guinée à travers plusieurs exploitations :

Or : plus de 700 000 onces par an (parmi les 10 premiers producteurs du continent Africain) ;

Diamant : 700 000 carats par an en moyenne (2010-2015, production totalement artisanale).

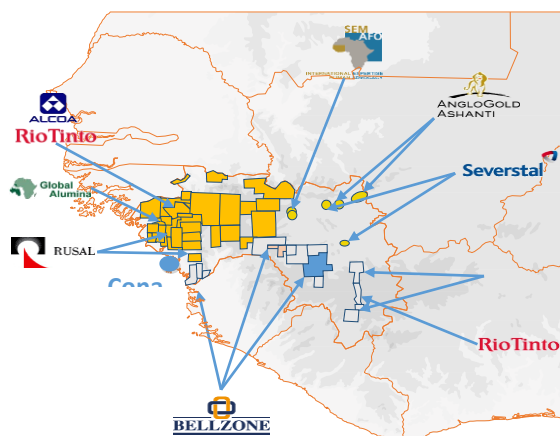
(Données du Cadrage macroéconomique)

Ainsi, la vocation minière de la Guinée est toute prescrite.

1. La situation actuelle

Les dotations minérales du pays ont été jusqu'à présent faiblement exploitées.

Depuis 2013, le gouvernement guinéen a mis en œuvre une nouvelle politique minière dont l'objectif vise à favoriser plus de rentabilité pour les investisseurs, élargir la base des recettes fiscales du pays et promouvoir plus de valeur ajoutée



Secteur minier

Chiffre d'affaires 600 millions de US\$

12-15 % du PIB

20 à 25 % des recettes de l'État

plus de 80 % des recettes d'export

10 000 emplois directs

100 000 emplois indirects

Bauxite

1^{ère} réserve mondiale (+de 40 milliards tonnes)

Alumine

Potentiel de 15 millions t par an

Fer

Réserves 25 milliards de t

Gisements de classe mondiale : Mont Nimba, Simandou, etc.

Or

Prod. + de 24 t par an

Potentiel plusieurs milliers de tonnes

500 t de réserves prouvées

Ressources estimées + de 5 000 t

Diamant

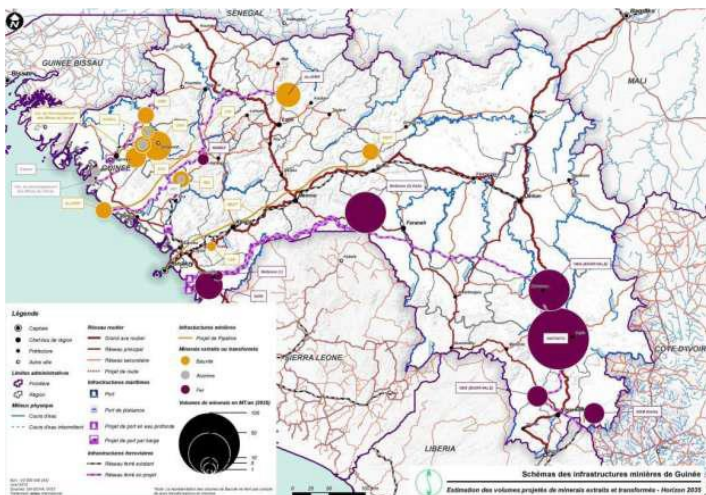
locale, à travers 5 grands axes d'orientation : (1) Intensifier la recherche géologique ; (2) Favoriser la transformation sur place ; (3) Restructurer et consolider les sociétés minières d'économie mixte en difficulté ; (4) Promouvoir les investissements privés ; (5) Poursuivre la

réforme de l'environnement juridique, fiscal et institutionnel du secteur.

Les nombreux efforts consacrés au renforcement du cadre réglementaire et de gouvernance du secteur, s'inscrivent dans une stratégie visant à faire des mines la locomotive du développement socioéconomique de la Guinée. Ouvrant ainsi la voie à des opportunités d'investissements majeures dans l'exploitation minière en Guinée.

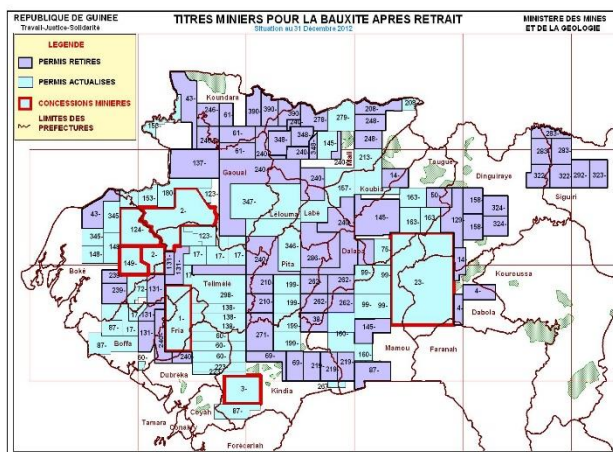
De nombreuses exploitations sont en cours (CBG, CBK, ANGLO GOLD, SMD, SMB, etc.), plusieurs projets en phases de développement pour la production, la transformation, et l'exportation de minerais de fer (RIO TINTO). D'importantes opportunités dans le domaine des infrastructures en découlent (chemin de fer, routes, aéroports régionales, ports, logements, etc.).

2. Les avantages concurrentiels



La diversité, la qualité, et la concentration des substances disponibles sur le sol et dans le sous-sol guinéen, est d'une particularité remarquable, d'où le qualificatif de scandale géologique souvent attribué au pays. L'existence de plus de 300 km de côtes maritimes sur l'atlantique et d'un potentiel hydro-énergétique de 600 MW constitue un atout majeur.

3. Les opportunités en bref

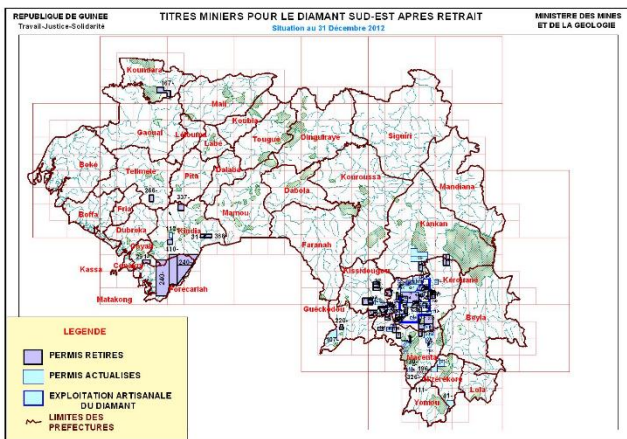


Bauxite et Alumine

Deuxième exportateur dans le monde, la Guinée dispose de 2/3 des réserves mondiales de Bauxite.

La région nord-ouest attire des entreprises leaders du secteur de la bauxite/alumine, mais également des structures de tailles moyennes : Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK),

Autres Minéraux



De nombreux autres ressources minérales sont présentes en Guinée : le calcaire (250 millions de tonnes), des métaux de base et minéraux tels que le cuivre, le plomb, le zinc le cobalt, le nickel (75 millions de tonnes).

Par ailleurs, le pays regorge d'importantes réserves de matériaux de construction : roches ignées (granites, syénites, dolérites, gabbros, etc.) et des minéraux de sable noir (ilménite, rutile, zircon, etc.).

DEFIS ET OPPORTUNITES

1. DEFIS

Le tableau suivant donne un aperçu des principaux défis du secteur minier guinéen et des interventions actuelles et futures pour y faire face.

DEFI	ACTION du GOUVERNEMENT
Risques politiques et financiers	Le Gouvernement guinéen a organisé les élections présidentielles transparentes le 11 octobre 2015, dans la quiétude sociale, ce qui a permis de réduire les tensions sociopolitiques et les inquiétudes des investisseurs.
L'insuffisance des infrastructures, le faible niveau de qualification et la distance pour les utilisateurs finaux font que la Guinée est moins compétitive que les autres producteurs de minerai de fer comme l'Australie, l'Afrique du Sud et le Brésil.	Le pays dispose d'un schéma directeur de développement des infrastructures minières. La signature en mai 2015 de l'accord sur la mutualisation des infrastructures ferroviaires et portuaires dans le corridor Nord Ouest ouvre la voie au développement des infrastructures minières en Guinée. longue période des concessions d'exploitation, le minerai de fer à haute teneur et un régime fiscal favorable devraient améliorer le rendement de l'investissement vu que ces dispositions ont été prises pour aider à atténuer certaines des faiblesses du secteur minier de la Guinée.
Les défis de gouvernance et la faiblesse des capacités et des institutions ont empêché la Guinée de développer une vision stratégique, le suivi et le contrôle politique et la capacité d'exécuter le type de politique requis pour profiter pleinement des avantages des richesses minérales	Le Gouvernement a révisé son code minier, réexaminé et mis à jour son cadastre minier. L'élaboration d'une vision stratégique sur le développement doit être lancée très prochainement avec l'appui de la Banque Mondiale.
L'absence de financement des projets et les coûts d'emprunt pourraient stopper ou retarder les projets miniers	Le rôle des utilisateurs finaux des minéraux, les financements chinois au lieu des mineurs typiques dans les projets miniers pourraient réduire les risques. La récession n'a fait que changer la

	nature des acteurs, mais pas nécessairement celle de la demande.
La récente découverte en Asie du Sud-est d'importants gisements de bauxite, à proximité des nouveaux marchés offre une concurrence au gisement minéral guinéen.	Le coût du travail en Guinée est relativement faible et la Guinée dispose d'un régime fiscal concurrentiel d'importation sur les équipements liés à l'exploitation surtout pour un projet en phase d'exploration. En outre, la Guinée est disposée à apporter sa propre part de 10% du capital, ce qui devrait la rendre plus compétitive.
L'expansion des mines de fer en Australie, au Brésil, ainsi que la découverte de nombreux autres gisements sur le continent africain renforce la concurrence pour de nouveaux projets tels que Simandou	La teneur du fer guinéen est élevée et pourrait être un atout pour la concurrence
La capacité limitée de rivaliser avec les États de la région pour l'investissement direct étranger (IDE) qui peuvent avoir des régimes fiscaux plus attractifs peut influencer les investisseurs.	L'environnement des affaires de la Guinée s'améliore. Contrairement à la plupart de ses concurrents régionaux, la Guinée dispose d'un accès direct à la route maritime.
Les ressources financières, les compétences et les capacités institutionnelles limitées pour répondre à ses obligations	Le Gouvernement guinéen est en train de négocier un PPP avec Rio Tinto et l'Agence Française de Développement (AFD) pour créer un centre de développement des compétences dans la région de Beyla près de la mine de fer pour combler les lacunes en matière de compétences. La capacité institutionnelle est améliorée à travers les activités des multiples partenaires au développement du secteur minier.
Les troubles sociaux entre les communautés riveraines et les sociétés minières pourraient faire fuir les investisseurs.	Le Gouvernement guinéen consacre 10% des impôts miniers aux communautés riveraines des zones d'exploitation minière

OPPORTUNITES

La majorité des opportunités immédiates sont en amont de la chaîne de valeur, notamment l'exploration, le forage et les services auxiliaires relatifs à l'exploitation minière. Plusieurs infrastructures, notamment les projets énergétiques, les ports et les chemins de fer, seront construites créant ainsi une demande pour les services d'appui. Comme retombées de ces projets, le trafic à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée augmentera les opportunités dans certains secteurs de services, notamment les hôtels, la location de voiture, les services des compagnies aériennes et les autres services essentiellement sollicités par le voyageur d'affaires. Enfin, les services financiers tels que les assurances, les courtiers, les banques, l'appui à l'assurance médicale et le transport maritime suivront. La nature des opportunités peut être répartie pour les investisseurs et les donateurs.

Pour les investisseurs

Approvisionnement

De manière générale, les activités minières présentent un ensemble d'opportunités à travers les intrants miniers, qui peuvent être classés selon :

- Les Services, notamment les services qui sont au cœur de l'exploitation d'une mine tels que l'extraction, le forage et les services d'appui d'exploitation minière plus vastes;
- Les biens d'équipement et les matériaux de construction, notamment les camions légers et lourds, les pelles mécaniques et draglines;
- Les consommables et les pièces de rechange, notamment les consommables tels que les explosifs, le diesel, l'essence et les pièces de rechange de véhicules;
- L'ensemble des services et des infrastructures, notamment l'eau, l'électricité, les télécommunications, les infrastructures de transport et la gestion des déchets,
- Les biens secondaires, tels que les vêtements de protection, le matériel de bureau, la restauration, etc.

La croissance du PIB qui est censée être déclenchée par les futurs mégaprojets miniers devrait offrir diverses opportunités à la chaîne de valeur de l'exploitation minière et des services de soutien auxiliaires. A travers les différentes phases des projets, plusieurs opportunités se présenteront aux entrepreneurs locaux allant de l'approvisionnement de pièces de rechange à la formation et au développement des compétences. Par exemple, à son apogée, rien que le projet de minerai de fer de Simandou nécessitera 18.000 travailleurs qualifiés et générera 5 milliards de dollars US de possibilités de marchés. Puisque les contrats sont encore en cours de négociation c'est une occasion pour les investisseurs de commencer à jeter les bases pour profiter des différentes possibilités de marchés.

Les services auxiliaires

Si tous les projets d'alumine sont réalisés, la production d'alumine dépassera de 25 fois la production actuelle et résoudra essentiellement le problème de la faible valeur ajoutée de la bauxite. Même si la Guinée produit 12% de la bauxite mondiale, elle ne produisait que 1,4% de l'alumine mondiale (avant la fermeture de sa seule usine en 2014) qui est 5 à 7 fois supérieur à la bauxite en termes de recettes fiscales. Ce qui permettra au Gouvernement guinéen d'augmenter ses revenus et de créer davantage d'emplois.



2.1.1 Les explorations Brownfield et Greenfield

Il existe un certain nombre de projets Brownfield et Greenfield que les investisseurs peuvent prendre en compte. Ces projets ont été abandonnés soit en raison du manque de ressources financières ou suite à la révision du cadastre minier qui a conduit à l'annulation de droits d'exploration des sociétés qui n'ont pas été suffisamment motivées pour être fonctionnelles. Ces projets présentent de nombreux avantages. Les investisseurs n'auront pas à payer le coût parfois prohibitif associé à l'exploration et devraient donc voir leur coût d'exploration réduit. Le marché devrait rester dynamique au cours des 25 prochaines années, en raison principalement de l'essor des grandes villes de la Chine et les projets d'infrastructure connexes. Par la suite, en raison de la maturité du marché boursier et la baisse de la croissance, la tendance va s'estomper. Ainsi, la planification du développement futur des gisements de minerai de fer est essentielle et le moment est venu de faire des recherches en ce sens.

Pour les donateurs

Les partenariats communautaires en matière de santé, d'éducation et de PME

Le rôle du Gouvernement guinéen est de servir de médiateur, d'établir des normes pour ce qu'il convient de réserver aux communautés locales. A cet égard, il existe un certain nombre de projets modèles avec un grand succès dans la région. Au Ghana, le programme de paludisme

d'AngloGold Ashanti à Obuasi, en Afrique du Sud, le programme de PME d'Anglo-Américain Corporations (Anglo Zimela), au Botswana, le programme VIH/SIDA de Debswana. La réalisation d'études de cas permettrait à la Guinée d'avoir des références pour trouver des modèles appropriés d'adaptation.

Renforcement de capacités institutionnelles

En tant que dépositaire de la richesse minérale du pays, le Gouvernement guinéen protège les intérêts nationaux en veillant à ce que les modalités et conditions d'attribution des concessions minières garantissent un rendement équitable et que cela soit possible par la capacité des institutions étatiques à réguler le secteur et à négocier avec les investisseurs. L'Etat tire davantage profit de valeur en participant des actions aux projets miniers par un intérêt reporté et en exerçant une option supplémentaire pour réaliser de nouveaux investissements. A travers cela, l'État devient potentiellement le plus grand investisseur national du pays. Cela signifie que, outre la nécessité de renforcer la capacité de réglementation pour superviser les activités minières, le Gouvernement guinéen a besoin de politiques appropriées, de structures institutionnelles afin de mener à bien son rôle d'investisseur. En outre, le pays a besoin d'acquérir l'expertise commerciale spécifique nécessaire pour jouer le rôle d'investisseur et maîtriser les risques d'investissement.

Développement des compétences

A la lumière des projets miniers à venir, quelque 50.000 travailleurs qualifiés seront nécessaires durant les cinq prochaines années ou plus. Cependant, les écoles techniques et professionnelles de la Guinée ne sont pas outillées pour former le personnel minier du futur. Par conséquent, le Partenariat Public Privé (PPP) pourrait être la meilleure réponse. Le centre de développement des compétences de Beyla prévu entre le Gouvernement guinéen, Rio Tinto, et l'Agence Française de Développement constitue un bel exemple. Le centre de formation compte former environ 1640 personnes dans un délai de 7 ans en compétences de base, compétences spécialisées et compétences de qualification.

STRATEGIES ET ACTIONS PRIORITAIRES

Parmi les actions prioritaires que le Gouvernement guinéen peut mettre en œuvre pour stimuler le secteur minier et accroître la valeur de l'industrie minière dans l'économie nationale, on peut citer:



- Le Gouvernement guinéen finalisera son contrat avec AMTEC Ltd pour avoir l'entière propriété de son interprétation de ses données géologiques et de les rendre disponibles aux investisseurs. Ce qui devrait réduire les coûts d'exploration que les promoteurs de nouveaux projets doivent payer.
- Accroître la connaissance de l'information géologique et ouvrir le pays à davantage d'exploration et d'activités connexes d'exploration.
- Investir dans la formation professionnelle selon les normes de refonte du système et des programmes de formation professionnelle en cours
- Développer un secteur des PME selon les besoins d'approvisionnement des projets miniers et d'infrastructure.
- Développer l'hospitalité et les secteurs relatifs au commerce
- Envisager des allégements fiscaux pour les sociétés minières qui mettent en place des écoles, des laboratoires et des services de soutien social.
- Inviter les entreprises de télécommunication à satisfaire la demande croissante en services de haut débit et Internet.
- Créer une stabilité sociale dans les communautés minières en mettant l'accent sur les perspectives de réduction de la pauvreté
- Renforcer la capacité des organismes du Gouvernement guinéen à gérer les relations entre le Gouvernement, les partenaires de coentreprises et autres investisseurs qui opèrent dans le secteur des ressources naturelles de la Guinée.
- Renforcer les capacités de négociation avec des investisseurs qui, en raison de leur envergure, apportent des compétences sans précédent de discussions sur les concessions et accords commerciaux avec le Gouvernement.
- La diligence dans l'examen des demandes et dans l'octroi des autorisations et des titres miniers.
- Renforcer la capacité des structures gouvernementales de suivi et de contrôle de l'activité minière.
- Construire et équiper un laboratoire minier de référence international.